

Ikea, Siemens, Aldi : comment ces entreprises ont bénéficié du travail forcé en ex-RDA

Une nouvelle étude publiée lundi montre que ces grands groupes industriels ont commercialisé des marchandises ou utilisé des pièces détachées fabriquées par des prisonniers est-allemands.

L'affaire n'est pas nouvelle, mais de nouvelles preuves ont été apportées lundi. De grands groupes industriels allemands, dont la chaîne de supermarchés Aldi, le géant des technologies Siemens ainsi que le groupe suédois de l'ameublement Ikea ont commercialisé des marchandises ou utilisé des pièces détachées fabriquées par des prisonniers est-allemands. Ainsi, en 2012, une étude basée sur des recherches effectuées par l'autorité chargée de gérer les archives de l'ancienne République démocratique allemande (BStU) avait mis à jour un système généralisé de travail forcé dans les années 1970 et 1980. Ce lundi, un nouveau rapport arrive aux mêmes conclusions.

Plus précisément, comme l'indique le Daily Mail; une étude menée par le politologue Christian Sachse montre comment Ikea, Siemens et Aldi ont énormément [bénéficié du travail de nombreux "esclaves" piochés dans les prisons d'Etat](#). Et celui-ci affirme que "l'Occident savait que ces produits étaient fabriqués par des travailleurs forcés alors même que cela était interdit par les conventions internationales".

En 2012, Ikea avait officiellement reconnu qu'il avait vendu des meubles produits par des prisonniers de l'ex-RDA. Ce nouveau rapport appuie donc là où cela fait mal en expliquant que des étagères, des canapés et autres accessoires de maison ont été confectionnés par des milliers d'hommes et de femmes emprisonnés en raison de leur opposition au régime totalitaire.

Ikea n'était pas seul. L'étude montre en effet que bon nombre des entreprises du "miracle économique" ouest-allemand bénéficiaient du travail de ces "esclaves". Parmi elles, le politologue Christian Sachse cite le géant de l'ingénierie Krupp, la société de télécommunications Mannesmann et le géant du gaz Linde. De manière plus générale dans son rapport de 500 pages, il assure que ce sont près de 15 000 prisonniers de l'Allemagne de l'Est qui ont été réquisitionnés pour fabriquer des produits en tout genre, et ce sous l'œil attentif de la Stasi.

Ce qui fait dire à Christian Sachse que "les prisonniers politiques étaient eux-mêmes des marchandises d'exportation". Et d'ajouter : " Le régime s'est servi des prisonniers en violation des droits de l'homme et les a fait travaillé dans des conditions inhumaines. Mais il faut aussi souligner la responsabilité des entreprises occidentales dans ces pratiques honteuses".